



Conférence de presse

Pénurie de main d'œuvre et conditions de travail à la traîne : la transition énergétique est en danger

Berne, le 22 juin 2023

Exposé de Peppina Beeli, secrétaire spécialisée en politique climatique et énergétique

Protection du climat : après la décision de principe prise dans les urnes, nous devons maintenant agir. Les défis sont immenses.

Dimanche dernier, la population a dit Oui à la loi sur le climat. La neutralité climatique d'ici à 2050 est enfin ancrée dans notre législation, des mesures sont enfin prises pour y contribuer efficacement.

Unia a soutenu le projet avec conviction. C'est d'abord une question de principes : nous, les syndicats, œuvrons pour que les pays du Nord global qui sont historiquement responsables de la crise climatique progressent rapidement et de manière contraignante vers la neutralité climatique, et pour que notre économie actuelle ne se fasse pas au détriment des générations futures. En d'autres termes : nous nous basons sur le principe de la justice climatique.

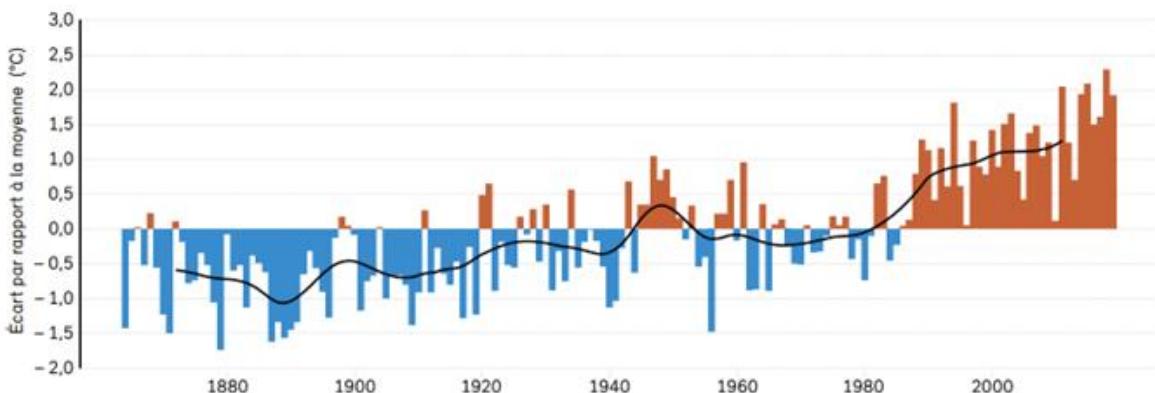
Cependant, si nous avons approuvé la loi sur le climat, c'est aussi parce que les nouveaux programmes d'encouragement dans les domaines des technologies innovantes et du remplacement des systèmes de chauffage ont le potentiel d'initier une transformation durable sur le marché du travail et de créer des emplois. Et nous avons aussi souligné que nous, les syndicats, veillerons à ce que ces emplois du futur soient des emplois de qualité. C'est le thème de la conférence de presse d'aujourd'hui.

Mais permettez-moi d'abord de rappeler que les menaces causées par le réchauffement climatique ont depuis longtemps pris des proportions énormes, aussi en Suisse.

Depuis le début des mesures, les températures ont déjà augmenté de plus de 2 degrés chez nous alors qu'à l'échelle mondiale, la hausse des températures est de 1,2 degré pendant la même période.

Fig. 22 : Évolution de la température annuelle sur le long terme, moyennée sur l'ensemble de la Suisse

Écart annuel de la température par rapport à la norme 1961-1990 (en rouge = écarts positifs, en bleu = écarts négatifs) pour la période de 1864 à 2019. La courbe noire montre la moyenne pondérée sur 20 ans.



Sources : MétéoSuisse (2020b), Begert & Frei 2018

Source: Office fédéral de l'environnement OFEV, 2020, Changements climatiques en Suisse, Indicateurs des causes, des effets et des mesures (État de l'environnement 2013), P. 32

Si rien n'est fait, cette évolution se poursuivra. Un rapport de l'Office fédéral de météorologie résume ce que cela signifie :

Les étés deviendront plus chauds et plus secs. La température estivale moyenne pourrait augmenter jusqu'à 7 degrés d'ici la fin du siècle. Cela s'accompagnera d'une augmentation du nombre de jours de canicule : d'ici le milieu du siècle, il faut s'attendre à jusqu'à 30 jours de canicule par an selon les endroits. C'est une menace pour la vie des gens ! Les étés caniculaires de 2003 et de 2015 ont montré comment la mortalité et les hospitalisations d'urgence ont augmenté. La sécheresse mettra sous pression la production alimentaire. Et alors que la somme des précipitations diminue globalement, certains épisodes de pluie sont d'autant plus violents, entraînant inondations, coulées de boue et éboulements.

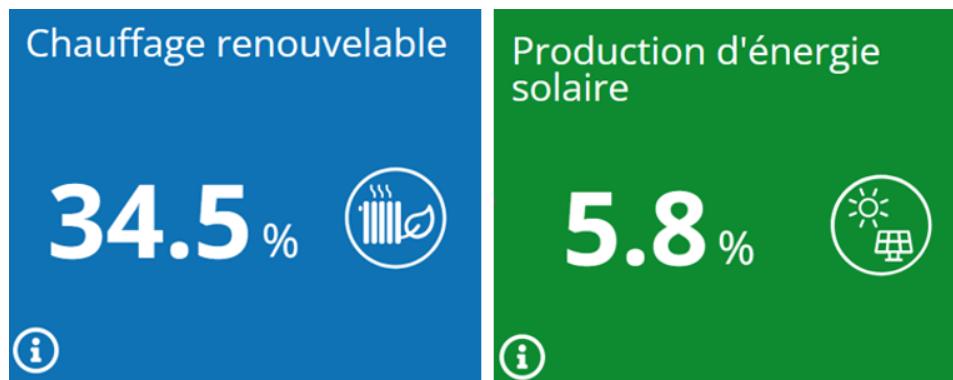
Il ressort des rapports du GIEC que le temps nous est compté pour freiner le réchauffement, mais que nous devons nous battre pour chaque petit degré, car le réchauffement climatique n'évolue pas de façon linéaire : si l'on atteint des points de bascule, la catastrophe menace. En 2019, 11 000 scientifiques de 153 pays ont signé un appel qui résume la situation comme suit : « Si les comportements humains qui sont à l'origine des émissions de gaz à effet de serre et d'autre facteurs favorisant le changement climatique ne sont pas fondamentalement et durablement modifiés, des souffrances humaines indicibles ne pourront plus être évitées. »

Nous devons maintenant agir. Mais ne nous faisons pas d'illusions : nous avons perdu des décennies et nous avons maintenant un très long chemin à parcourir en très peu de temps. La tâche est d'autant plus ardue que l'objectif de zéro net coïncide avec la sortie du nucléaire qui a aussi été décidée dans les urnes. Les syndicats soutiennent ces orientations avec une conviction absolue. Mais on le voit clairement : si la Suisse veut à la fois s'affranchir du nucléaire et atteindre la neutralité carbone, elle doit être en mesure de produire plus de 50 térawattheures à partir d'énergies renouvelables, principalement à partir du photovoltaïque.

Tous les secteurs sont concernés. Arrêtons-nous sur l'exemple du parc immobilier :

En Suisse, les bâtiments sont responsables de 44% de la consommation d'énergie et d'environ un tiers des émissions de CO₂. Les chiffres du ReporterEnergie de SuisseEnergie montrent où nous en sommes aujourd'hui :

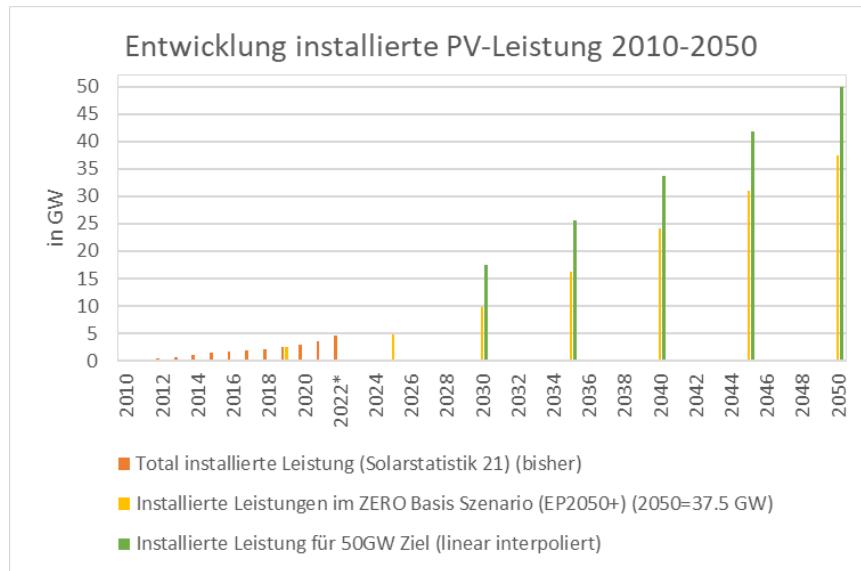
- Seuls 34,5% de tous les systèmes de chauffage fonctionnent aux énergies renouvelables, ce qui n'est donc pas encore le cas pour les deux tiers.
- Sur les toitures en Suisse, seulement 5,8% du potentiel solaire est utilisé pour la production d'électricité et la génération de chaleur.



Source : <https://www.suisseenergie.ch/tools/reporterenergie/>, consulté le 16 juin 2023

Une étude du Fonds national suisse a aussi montré que pour l'heure, seul un bâtiment sur 100 est rénové chaque année sur le plan énergétique.

De gros progrès doivent aussi être faits en matière de besoin d'extension des installations photovoltaïques dans l'ensemble, donc indépendamment du fait qu'elles soient posées sur des toits, sur des infrastructures ou dans des espaces ouverts. Les perspectives énergétiques de la Confédération partent du principe que 37 gigawatts de puissance photovoltaïque seront nécessaires d'ici 2050 pour couvrir les besoins ; d'autres acteurs, par ex. l'association de branche Swissolar, prévoient même une puissance de 50 gigawatts. Le graphique illustre les deux scénarios ainsi que l'état de l'extension et montre que, par rapport à aujourd'hui, les besoins seront trois ou cinq fois plus importants d'ici 2035 et sept, voire dix fois plus importants d'ici 2050.



Propre représentation / Données : OFE et Swissolar

Heureusement, les moyens financiers sont là pour s'attaquer sérieusement à l'extension et à la transformation. Avec le Oui à la loi sur le climat, des subventions ont aussi été accordées pour le remplacement des chauffages fossiles ; durant la prochaine décennie, 200 millions seront mis à disposition à cet effet chaque année, soit deux milliards au total. A cela s'ajoutent les fonds du Programme Bâtiments qui sont alimentés par la taxe CO2 ; en 2021, 361 millions de francs ont été versés. Et l'encouragement des installations photovoltaïques avance : 450 millions en provenance du fonds alimenté par le supplément ont été mis à disposition pour 2022, 600 millions pour l'année en cours.

Ces millions sont justes et importants. La réussite de la transition énergétique et climatique passe nécessairement par des investissements conséquents. Les syndicats acceptent que les propriétaires qui pourraient facilement financer l'installation solaire ou la pompe à chaleur avec leurs propres moyens soient soutenus par des subventions. Mais il n'est pas acceptable qu'ils soient les seuls à en profiter avec les entreprises qui reçoivent les commandes. Non, les subventions doivent aussi aller à celles et ceux qui font le dur travail de la transition énergétique et climatique ! Aux employé-e-s qui accomplissent jour après jour un travail physiquement pénible sur les chantiers pour convertir les systèmes de chauffage aux énergies renouvelables, installer les panneaux solaires et rénover les bâtiments. Les salarié-e-s dans ces emplois du futur méritent des salaires corrects et ont besoin de bonnes conditions de travail. Cela a aussi à voir avec la justice climatique.

Les conditions de travail d'un grand nombre de ces travailleuses et travailleurs de demain sont réglées dans les conventions collectives de travail des branches des techniques du bâtiment et de l'électricité. Ces dernières sont actuellement renégociées. Bruna Campanello et Aldo Ferrari vous expliqueront la situation dans ces deux branches et vous montreront à quoi ressemblent les conditions de travail aujourd'hui et comment elles doivent être améliorées.